

Notre vision de la santé mondiale

Santé mondiale 2030

Le think tank Santé mondiale 2030 existe depuis octobre 2016. Il regroupe des personnalités impliquées dans la santé mondiale, telles que Françoise Barré-Sinoussi, Paul Benkimoun, Michel Cot, Sana de Courcelles, François Dabis, Annabel Desgrées du Lou, Jean-François Delfraissy, Frédéric Goyet, Mathieu Lamiaux, Michel Kazatchkine, Marie-Paule Kieny, Lelio Marmora, Benoît Miribel, Olivier Nay, Louis Pizarro, Anna-Laura Ross. Stéphanie Tchiombiano en est la coordinatrice.

Le présent document est le fruit d'un travail collectif au sein du groupe. Il n'engage en aucun cas, ni ne reflète l'opinion individuelle de chacun des membres.

Contact : santemondiale2030@gmail.com

Qui sommes-nous ?

Le groupe « Santé mondiale 2030 » est un groupe de réflexion indépendant fondé en octobre 2016. Il réunit des personnalités de provenances professionnelles diverses, impliquées depuis longtemps dans les questions de santé mondiale.

Groupe de réflexion indépendant, notre think tank entend produire, diffuser et valoriser des idées, analyses ou recommandations susceptibles d'influer sur les politiques publiques et stratégies des acteurs français en matière de santé mondiale.

Le groupe inscrit ses réflexions dans le cadre des Objectifs du développement durable (ODD) fixant un agenda international pour la lutte contre la pauvreté, la protection de la planète et la recherche de la prospérité à l'horizon de 2030.

Que faisons-nous ?

Santé mondiale 2030 a pour objectif de formuler des recommandations sur la politique de la France en matière de santé mondiale et de mobiliser tous les acteurs pour que les enjeux sanitaires s'imposent comme un axe stratégique de l'aide internationale française.

Nous souhaitons défendre les enjeux qui répondent aux besoins essentiels des populations des pays à ressources limités, et tout particulièrement ceux qui mobilisent les forces et les savoir-faire particuliers des acteurs français de la santé mondiale.

Santé mondiale 2030 souhaite engager un dialogue avec tous les acteurs impliqués dans la fabrique de la politique sanitaire internationale de la France, des acteurs publics aux acteurs privés qui partagent notre conception de la santé mondiale, en passant par les partenaires de la société civile et les organisations philanthropiques.

Pourquoi la santé mondiale ?

La santé mondiale désigne l'ensemble des enjeux de santé humaine qui transcendent les frontières nationales. Les politiques de santé mondiale cherchent à améliorer la santé de l'ensemble des populations dans le monde, dans un esprit d'équité, de solidarité et d'efficacité. Elles visent la prise en charge des besoins essentiels des personnes, ainsi que la construction de systèmes de santé durables et équitables. Ces politiques se donnent pour objectif de renforcer la promotion de la santé, la prévention, la couverture des soins curatifs ou palliatifs, la protection contre les risques financiers liés à la maladie. Elles entendent aussi améliorer l'efficacité des interventions d'urgence dans les contextes de crise sanitaire. La santé mondiale engage à la fois les acteurs publics nationaux et internationaux, les professionnels de santé, les chercheurs, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les citoyens. Elle appelle des réponses collectives et une coordination des efforts à l'échelle internationale.

La santé mondiale constitue un domaine de l'aide internationale dont l'essor a été particulièrement fulgurant au cours des années 2000, dans le contexte des objectifs du millénaire pour le développement. L'aide publique en santé acheminée vers les pays à

faible revenu et les pays à revenu intermédiaire a connu une croissance de 500 % entre 1990 et 2010¹, mobilisant les acteurs financiers et techniques, la société civile et le secteur privé.

La santé mondiale est un enjeu central du développement durable. Comme l'éducation, vivre en bonne santé conditionne le bien-être des personnes, réduit leur vulnérabilité face aux discriminations et a une influence décisive sur leur capacité à réaliser leurs choix dans la société. Les « capacités » des individus vivant avec de faibles ressources sont renforcées lorsqu'ils sont moins exposés à des risques sanitaires et qu'ils ont accès à l'information, à la prévention, aux soins et aux traitements². Les Objectifs du développement durable (ODD) adoptés en 2015 confirment l'importance de la santé pour la communauté internationale.

Le secteur de la santé est également un domaine de croissance et une source d'emploi importante, mobilisant une part grandissante des investissements du secteur privé. Il requiert donc une gouvernance inclusive sous l'égide d'institutions publiques fonctionnelles et efficaces, travaillant avec les acteurs de la société civile, les partenaires privés et les acteurs de la recherche pour définir, dans chaque pays, une stratégie nationale de santé, investir dans les systèmes de santé et assurer les conditions politiques et matérielles afin que tous les individus et tous les groupes sociaux, quelle que soit leur place dans la société, aient le droit de vivre en bonne santé. **La santé est enfin un enjeu incontournable de la sécurité :** les maladies infectieuses et autres crises sanitaires affectent la sécurité des personnes comme celle des populations dans leur ensemble, tandis que l'usage des agents pathogènes peut constituer une arme aux mains de groupes criminels.

Depuis quelques années, **les études en santé mondiale sont devenues un domaine de la recherche internationale.** Elles connaissent aujourd'hui un développement sans précédent. Longtemps cantonnées aux analyses conduites dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), elles mobilisent aujourd'hui des instituts de recherche nationaux, des laboratoires universitaires, des organisations non gouvernementales (ONG) et de nombreux think tanks. Une recherche sur le site de la banque de données PubMed de la bibliothèque nationale de médecine des Etats-Unis montre que près de 171 000 articles scientifiques sont référencés avec le mot-clé « Global health » au 30 juin 2018 (tous domaines confondus). La croissance de la recherche sur la santé mondiale a redoublé ces dernières années : le nombre annuel des publications a franchi le cap des 2 000 publications en 2000, 4 600 en 2007, pour atteindre plus de 23 000 en 2017.

L'aide publique multilatérale en santé tend à stagner depuis 2014 alors que les besoins ne cessent d'augmenter. Les Etats-Unis opèrent depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump des coupes budgétaires considérables dans ce domaine. De surcroît, de nouveaux risques épidémiques ont émergé, même si les efforts importants menés depuis 20 ans ont permis d'enregistrer des résultats sans précédent dans la lutte contre certaines maladies, comme le VIH/sida et le paludisme. La santé reste également marquée par des inégalités accentuées au sein des populations, selon des déterminants sociaux,

¹ « Financing Global Health 2012: The End of the Golden Age? »

² Proposé par l'économiste Amartya Sen, largement utilisé dans les réflexions sur le développement, le terme « capacité » renvoie à la possibilité effective qu'a un individu de faire des choix et de vivre conformément à ses aspirations personnelles.

environnementaux et territoriaux. Un certain nombre de pays vulnérables font toujours face à des problèmes sanitaires majeurs, notamment l'essor des maladies chroniques non transmissibles, une sous-capacité chronique pour former et fidéliser des personnels de santé qualifiés ou évaluer les programmes, une recherche peu coordonnée, sous-dotée et mal orientée.

Les multiples acteurs qui participent à la politique internationale de la France ont ainsi une responsabilité majeure dans la définition d'objectifs communs réunissant les acteurs de la diplomatie, de la recherche, du secteur privé et de la solidarité internationale, afin de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.

Pourquoi nous mobilisons-nous ?

La France est l'un des plus gros pourvoyeurs de financements internationaux en santé. Sa légitimité dans ce domaine se fonde à la fois sur les valeurs d'universalité et de solidarité portées par ses institutions de santé, le rayonnement de sa recherche et la reconnaissance internationale de son expertise médicale. La France est le pays des droits de l'homme et, à cet égard, son modèle national est pionnier sur le plan de la démocratie sanitaire. Elle est depuis vingt ans un acteur incontournable de la lutte internationale contre les trois pandémies (VIH/Sida, tuberculose et paludisme), jouant un rôle clé lors la création des nouveaux mécanismes de financement multilatéral comme le Fonds mondial et UNITAID. Elle possède également des acteurs forts et reconnus tant dans le monde des ONG (Médecins sans frontières, Médecins du monde, Solthis, Handicap International, Action contre la faim pour ne citer que quelques exemples) que dans celui de la recherche (Inserm, ANRS, IRD, Instituts Pasteur, CIRAD), des agences publiques (AFD, Expertise France) ou du secteur privé (Sanofi, Mérieux).

Néanmoins, ces 20 dernières années, la France a perdu en influence dans les institutions internationales et les plateformes de partenariat en santé. Elle apparaît souvent isolée face à des partenaires allemands, britanniques et américains qui coordonnent davantage leur action, poussent des choix assumés et occupent des positions clés dans les institutions internationales.

Nous sommes convaincus que la France n'est audible et écoutée dans les arènes internationales de la santé mondiale que lorsque ses acteurs - à commencer par ceux de la diplomatie - parviennent à porter un message fort et cohérent, structuré autour d'objectifs clairs et stables, porté par des valeurs qui sont attachées à l'histoire de la santé en France.

Notre vision de la santé mondiale

La santé est un droit fondamental de la personne. Elle est aussi un bien commun mondial. L'accès universel à la santé et la construction de systèmes de santé pérennes contribuent de façon décisive au développement inclusif des sociétés et à la paix.

- La santé est un droit fondamental

- Chaque homme, femme ou enfant a le droit de vivre en bonne santé, quels que soient ses revenus, sa condition sociale, son appartenance à un groupe, son sexe, son âge ou son lieu d'habitation. La santé est un droit fondamental, tout comme le sont l'éducation, l'accès à l'eau, le logement ou le respect de sa propre culture. Elle est un élément consubstantiel du capital humain.
- Pour cette raison, nous soutenons vigoureusement le principe de la couverture universelle en santé, dans toutes ses dimensions, afin de garantir à tout être humain l'accès à des services de santé de base. Cette ambition est aujourd'hui partagée par une bonne partie de la communauté internationale, mais elle est aussi menacée par ceux qui considèrent que le secteur de la santé peut se limiter à la production de services marchands auxquels on pourrait accéder dans la mesure de ses ressources.
- La promotion de la couverture santé universelle suppose de reconnaître qu'il existe encore de fortes inégalités sociales en santé dans de nombreux pays, à commencer par le nôtre. Dans de nombreux cas, cette inégalité s'accroît au lieu de diminuer. Toute ambition internationale suppose d'envisager la mise en place de mesures de solidarité pour permettre aux plus démunis de protéger leurs droits. Financer l'innovation en santé et la création de centres de soins est une bonne chose... tant que tout individu peut y accéder en fonction de ses besoins et non proportionnellement à ses ressources.

- La santé mondiale est un bien commun mondial

- Dans la société mondialisée, de nombreux risques de santé ont désormais des répercussions internationales, en particulier les maladies infectieuses qui se diffusent rapidement par-delà les frontières nationales et parfois à l'échelle intercontinentale. Inversement, de nombreux facteurs de risque proviennent de phénomènes transnationaux ou globaux qu'il est impossible de réguler à l'échelle nationale, comme les facteurs climatiques, les pollutions, les migrations transnationales, les pratiques de grandes multinationales du secteur privé (pharmacie, agroalimentaire, tabac), les guerres transfrontalières, ou encore l'instabilité des investissements et des mouvements de capitaux.
- Aussi, il nous apparaît fondamental de concevoir la santé mondiale comme une question appelant des solutions pensées, coordonnées et mises en œuvre de façon collective. Nous soutenons toutes les mesures qui peuvent être prises dans le cadre d'instances multilatérales. La collaboration entre les bailleurs publics et les gouvernements bénéficiaires, les acteurs de la philanthropie, les acteurs privés, les ONG de santé et les organisations représentant la société civile, dont celles représentant les patients et les usagers des systèmes de santé, est une condition pour que des réponses efficaces soient engagées à l'échelle internationale.

- **Les questions de santé sont aussi des questions de société**
 - Comme l'éducation ou la protection de notre environnement, la santé est un enjeu dont la prise en compte a un impact sur l'avenir de toute la société. Là où elle a été associée à un principe d'équité, d'universalité et de solidarité, elle est un pilier du contrat social autour duquel se consolide le vivre-ensemble. Elle est un élément essentiel de la justice sociale, dans la mesure où l'universalité permet aux plus vulnérables de préserver leurs droits, et de participer à la vie en société, même malade ou en situation de handicap.
 - La démocratie sanitaire est une condition fondamentale pour que soient mis en place des systèmes de santé justes et efficaces. Il nous apparaît indispensable que les citoyens trouvent leur place aux côtés des institutions publiques, des acteurs privés, des médecins, des scientifiques et des experts. Il n'est pas possible d'élever la participation des individus dans la vie sociale – ce que l'on nomme le « capital social » – sans améliorer l'accès à la santé.
 - La santé est un levier de l'autonomisation sociale et de l'émancipation économique des femmes. En effet, celles-ci sont souvent les premières à souffrir des conditions de discrimination dans l'accès aux services de santé ; avec un accès renforcé à la santé, elles peuvent mieux défendre leurs droits et ceux de leurs enfants. Elles trouvent également dans le secteur de la santé des opportunités professionnelles particulièrement nombreuses, compte tenu de la forte féminisation des emplois³.
 - De plus en plus d'études démontrent enfin l'impact des enjeux environnementaux sur la santé des populations. Au-delà des modifications directes de notre écosystème⁴, le changement climatique aura des répercussions considérables sur la production alimentaire mondiale, sur nos moyens de subsistance, sur les migrations humaines, sur l'économie internationale et, bien évidemment, sur notre santé.

- **La santé est un enjeu central de l'économie et de la lutte contre la pauvreté**
 - La santé est affectée par les conditions de pauvreté, à l'échelle des foyers comme à celle des populations. S'il n'existe pas toujours de lien causal entre les deux phénomènes, les corrélations sont nombreuses. Les pays pauvres sont aussi ceux dont les systèmes de santé sont les plus fragiles. Les foyers confrontés à la maladie sont confrontés à des risques d'appauvrissement insurmontables face aux dépenses de santé. Les individus en mauvaise santé sortent plus rapidement de l'emploi et sont les premiers à être victimes de discriminations sociales. Inversement, la pauvreté est une barrière empêchant les individus d'accéder aux services de santé de base, en particulier à la prévention qui permet d'éviter ou de retarder la survenue des maladies.
 - Plus largement, la santé est un secteur essentiel de la croissance économique. L'innovation technologique et la production de services de santé de qualité supposent en effet des investissements importants, publics, mixtes ou privés. Le développement du secteur de la santé s'accompagne de

³ Sur un échantillon de 123 pays, les femmes représentent 67 % des emplois dans le secteur sanitaire et social, contre 41 % de l'emploi total. Source : OMS, *Rapport final du groupe d'experts de la Commission de haut niveau sur l'emploi en santé et la croissance économique*, Genève, sept. 2016.

⁴ Augmentation de la température atmosphérique, modification de la pluviométrie, fonte des glaces, acidification des océans, hausse du niveau des mers et des océans, multiplication des phénomènes climatiques extrêmes (vagues de chaleur, sécheresses, inondations, cyclones, etc.).

nombreuses créations d'emploi à haute valeur ajoutée, directes ou indirectes. La santé est donc, pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, un enjeu de sortie de la pauvreté. Elle doit être considérée comme un investissement, et non comme un coût.

- **La santé est un élément de la sécurité et de la paix**

- Bien souvent, la notion de « sécurité sanitaire » est avancée par les diplomates des pays riches pour anticiper les menaces sanitaires pesant sur leur propre sécurité nationale, en particulier pour prévenir, détecter et réduire les risques épidémiques. Cette interprétation de la sécurité sanitaire est bien évidemment importante, mais la notion mérite d'être élargie.
- La sécurité sanitaire couvre un vaste champ allant de la sécurité humaine individuelle à la stabilité internationale. Elle concerne la protection des populations des pays pauvres comme celle des pays riches. Elle est liée au développement des maladies infectieuses, dont les conséquences humanitaires et sanitaires graves peuvent être immédiates. Néanmoins, elle doit prendre également en compte des problèmes plus structurels : la présence de maladies chroniques non transmissibles, la défaillance de l'offre de soins ou encore les inégalités sociales de santé qui ont des répercussions sur la capacité des personnels de sécurité (police, armée, protection civile), sur la qualité des services publics, sur le niveau des activités économiques, sur les relations entre groupes de population, sur les choix migratoires qui, à leur tour, ont des conséquences transnationales et internationales qui touchent la sécurité d'autres populations.

Pour conclure, la santé mondiale est un enjeu multidimensionnel. Elle touche les droits humains, le développement et la sécurité. Elle est affectée par l'innovation technologique et biomédicale, par la qualité de la recherche et par la gouvernance et les mesures de régulation publique. Elle dépend de la capacité des acteurs divers à coopérer et produire de l'intelligence collective. Elle est corrélée positivement à la protection des droits fondamentaux, à l'éducation pour tous, à la protection de l'environnement. Elle est la condition essentielle d'une vie décente. Elle est aussi l'un des piliers sans lequel on ne peut envisager de développement humain, durable et inclusif.

Toute solution magique est à proscrire. Les formules nationales sont limitées. Les politiques unilatérales ont des effets contreproductifs. Aussi, les acteurs de la santé mondiale doivent s'appuyer sur une vision stratégique qui accepte la complexité des enjeux sanitaires internationaux. Ils doivent aussi être capables de définir de grandes priorités susceptibles de relever, à long terme, les défis posés par la mondialisation, l'intensification des échanges humains, les transitions démographiques et les bouleversements engendrés par le changement climatique. La santé mondiale exige un investissement à la hauteur des valeurs portées par la France et de son engagement financier continu dans ce domaine.